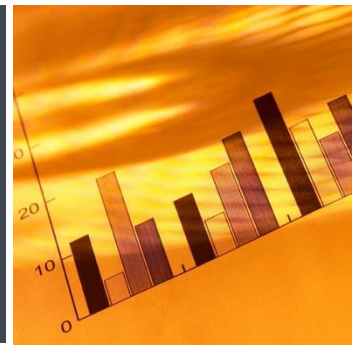


## SOMMAIRE DE RECHERCHE

# Programme de suivi intensif de Montréal – Gangs de rue



2017-S007

[www.securitepublique.gc.ca](http://www.securitepublique.gc.ca)

## CONTEXTE

Le Programme de suivi intensif de Montréal – Gangs de rue (PSI-MTL/GDR)<sup>1</sup> a été mis en œuvre à Montréal<sup>2</sup> de 2009 à 2014 auprès de 138 contrevenants et 4 contrevenantes<sup>3</sup> âgés de 15 à 25 ans associés aux activités criminelles des gangs de rue et à haut risque de récidive, ou à risque d'expérimenter les crimes reliés aux gangs de rue. Le programme, qui s'inspirait de la *Community-Wide Approach to Gang Prevention, Intervention, and Suppression* (Spergel et al., 1994), visait l'harmonisation progressive des principes d'intervention entre les partenaires et la circulation de l'information entre les intervenants 24h/7 jours. Il comportait comme axes d'intervention la surveillance, l'encadrement, l'aide et la référence des jeunes. Une évaluation a mesuré l'impact du PSI-MTL/GDR sur les comportements délinquants et les risques criminogènes, l'intégration sociale et le niveau d'engagement des jeunes dans les gangs de rue. Une analyse descriptive des coûts associés au programme a aussi été menée.

## MÉTHODE

Le devis de recherche est de type quasi-expérimental avec mesures répétées et groupe témoin apparié. L'étude comporte deux volets distincts dont le premier est basé sur une collecte de données auprès de 33

<sup>1</sup> Le PSI-MTL/GDR a été développé par le Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire (CJM-IU) et implanté en collaboration avec les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw (CJFB) et les Services correctionnels du Québec (SCQ). L'intervention impliquait aussi le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), la Direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP), la Ville de Montréal, des procureurs, ainsi que les organismes communautaires PACT de rue et *Boys & Girls Club* de LaSalle.

<sup>2</sup> Plus précisément dans les arrondissements de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et LaSalle.

<sup>3</sup> Ces dernières sont exclues de la recherche évaluative car pas assez nombreuses pour les analyses statistiques.

## BÂTIR UN CANADA SÉCURITAIRE ET RÉSILIENT

participants au programme<sup>4</sup> et d'un groupe témoin de 45 jeunes, recrutés auprès des centres jeunesse de Montréal, de Laval et de la Montérégie, et dans les CJFB. Le second volet porte sur l'exploitation des dossiers de 127 participants et 166 contrevenants ayant reçu des services offerts par les centres jeunesse et des SCQ dans les régions administratives de Montréal, Laval et de la Montérégie.

En plus de questionnaires administrés aux jeunes, les principales sources de données et outils de collecte sont le système Projet intégration jeunesse des centres jeunesse; les Dossiers administratifs et correctionnels des Services correctionnels du Québec; l'Inventaire de niveau de service et de gestion des cas (LS/CMI); l'Inventaire des risques et besoins liés aux facteurs criminogènes (IRBC); le *Gang Involvement Scale*; le MAC Gang; le *Structured Assessment of Protective factors*; le *Multidimensional Inventory of Development, Sex, and Agression*; les fiches des Services d'information sur les casiers judiciaires canadiens; le Système d'empreintes digitales (SED); le Module d'informations policières (MIP) et les données de récidive du Greffe pénal du Ministère de la justice.

## CONSTATATIONS

Afin d'évaluer la fidélité de l'implantation, les objectifs identifiés dans les PI de jeunes ont été mis en correspondance avec les risques et besoins. Seul le tiers des domaines à risque élevé identifiés correspond à un objectif spécifique dans le PI, possiblement en raison de la difficulté à transposer l'évaluation des risques et des besoins en une stratégie d'accompagnement individualisée. Selon l'analyse des perceptions des acteurs, les intervenants comprenaient bien le programme mais auraient hésité à s'approprier des modes d'intervention précis. Les activités prévues

<sup>4</sup> Dont dix étaient placés sous la responsabilité des SCQ et vingt-trois relevaient du CJM-IU.



Sécurité publique  
Canada

Public Safety  
Canada

Canada

étaient généralement réalisées, mais il était difficile d'obtenir le niveau d'effort attendu de la part des contrevenants.

Dans l'ensemble, les risques et besoins des jeunes ne varient pas significativement après leur participation au PSI-MTL/GDR. Cependant, les besoins reliés aux infractions et les besoins d'accompagnement pour les relations avec les camarades augmentent, contrairement aux besoins de soutien pour l'éducation et l'emploi qui diminuent. Les plans d'interventions comportaient une prédominance d'objectifs en lien avec le travail et les études. L'analyse de la fidélité de l'implantation a par ailleurs indiqué la possible difficulté à transposer l'évaluation des risques et des besoins en une stratégie d'accompagnement individualisée. Pour être efficace, la prise en charge devrait cibler toxicomanie, loisirs, éducation, emploi, fréquentation de pairs délinquants, attitudes et orientations pro-criminelles.

L'examen de la récidive démontre un taux de nouvelles condamnations plus élevé pour le groupe expérimental (25,7%) par rapport au groupe témoin (15%). Il n'y a cependant pas de différences significatives quant à la nature des délits ou leur gravité. Le calcul de taux séparés indique l'absence de différences significatives pour les délits violents (contre la personne) et non violents, mais révèle des différences au niveau des nouvelles condamnations pour un manquement aux conditions de surveillance (13,3% versus 1,8%).

Le niveau de risque initial et les antécédents criminels ont été contrôlés dans une analyse subséquente des taux de récidive et de la durée avant la nouvelle condamnation. Le groupe expérimental a alors près de trois fois plus de chances d'être condamné pour n'importe quel délit ou un délit violent, et jusqu'à treize fois plus de risque d'avoir une nouvelle condamnation pour un manquement aux conditions de surveillance. Ces différences pourraient fort bien découler d'une réactivité et d'une surveillance accrue de la part du système de justice, et non de comportements plus répréhensibles.

C'est ainsi que le risque, les antécédents criminels et le niveau de surveillance policière sont ensuite contrôlés dans le calcul des taux de récidive des deux groupes, qui deviennent alors comparables. Toutefois, les taux

de manquements aux conditions de surveillance du groupe expérimental demeurent légèrement plus élevés, ce qui pourrait en partie s'expliquer par des différences dans les mécanismes de « rapportage ». En effet, « alors que les infractions sont généralement le fait de plaintes de citoyens, de victimes ou d'actions proactives (ou réactives) de la police, les manquements aux conditions de surveillance peuvent témoigner de la réactivité des intervenants qui accompagnent ou surveillent les personnes contrevenantes » (Lafortune et al., 2016 : 131). Le coût total du PSI-MTL/GDR est de 14 820 543 \$ et le coût par participant est de 67 055,04 \$. Ces montants incluent les coûts directs du programme et les coûts réguliers des services offerts par les organismes. En retirant ces derniers frais afin d'estimer le niveau d'effort requis pour implanter ce type de programme au sein de services existants, le coût par participant révisé est de 31 163,34 \$ (19 143,26\$ pour l'intervention et 12 020,08 \$ pour l'administration).

## SOURCES ADDITIONNELLES

Lafortune, D., Morselli, C., Guay, J-P, Fredette, C., Gagnon, C. et M-N Royer (2016). *Programme de suivi intensif de Montréal – Gangs de rue. Rapport d'évaluation final* soumis à Danièle Laliberté, Sécurité publique Canada.

Pour obtenir davantage de renseignements sur la recherche effectuée au Secteur de la sécurité communautaire et de la réduction du crime de Sécurité publique Canada, pour obtenir une copie du rapport de recherche complet, ou pour être inscrit à notre liste de distribution, veuillez communiquer avec :

Division de la recherche, Sécurité publique Canada  
340, avenue Laurier Ouest  
Ottawa (Ontario) K1A 0P8  
PS.CSCCBResearch-RechercheSSCRC.SP@canada.ca

Les sommaires de recherche sont produits pour le Secteur de la sécurité communautaire et de la réduction du crime, Sécurité publique Canada. Les opinions exprimées dans le présent sommaire sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de Sécurité publique Canada.